

Que faire face à l'Etat qui se veut "sans limites" contre de grandes parties de la population ?

1) L'Etat se constitue contre les gens. Ce qui leur arrive, ce dont il y a besoin pour tous (prise en compte des jeunes, traitement du chômage, de la misère, respect de chacun, attention portée aux plus faibles et aux plus pauvres,...), tout cela ne l'intéresse pas, ne le concerne pas. **La seule chose qui intéresse l'Etat, c'est l'Etat lui même.** C'est ce qu'il appelle "la politique". Le discours de Grenoble de Sarkozy pose les choses de façon claire : au nom de "l'identité nationale" soi-disant menacée par l'immigration, l'insécurité, la délinquance, le terrorisme, l'état n'est plus là que pour l'ordre. A ce titre-là, il s'arroge tous les droits, et il érige la police et la gendarmerie, "les forces de l'ordre", en symboles de la France. « *Quand on tire sur un agent chargé des forces de l'ordre, on n'est plus digne d'être français* » (Sarkozy, discours de Grenoble). Au nom de "l'ordre", il mène une politique de guerre à l'intérieur comme à l'extérieur et veut s'affranchir de toute limite :

◆ Il revendique la destruction des tabous. C'est le sens de la persécution contre les Roms affichée depuis cet été : les tabous sur lesquels se sont constituées les sociétés européennes après les massacres nazis, tout cela n'a plus de valeur. Des hommes, des femmes, des enfants peuvent de nouveau être traités et considérés comme des parasites, des gens "en trop", inutiles, à chasser, car ils ne sont pas conformes aux normes érigées par les Etats.

◆ Il veut faire de la police et de la gendarmerie l'instrument de sa politique de guerre contre les gens, pour les contrôler, les mettre au pas, les supprimer, en les expulsant (avec la Police aux Frontières) ou en autorisant la police et la gendarmerie à tuer (voir les acquittements de Draguignan, Grasse, soutien d'Hortefeux aux policiers de Villiers-le-Bel...).

◆ Il mène une politique inégalitaire effrénée de destruction du droit des gens, qu'il classe et trie selon leur "mérite", leur fortune, leur santé, leur attitude, leur docilité, leur apparence... et pour qui il multiplie les lois d'exception (Ceseda, Perben, rétention de sûreté, burqa..) qui les excluent du droit.

◆ Il mène une véritable guerre économique en supprimant peu à peu le droit pour tous à la santé, à l'école, à la retraite.

2) Que faire, comment réagir ? Face à un état sans limites, **c'est d'abord une affaire personnelle**, une question inévitable : Est-ce que j'accepte cette politique ? Et si je ne l'accepte pas, pourquoi, au nom de quels principes ? Est-ce que j'accepte de vivre dans un pays de privilèges, organisé pour protéger les puissants et persécuter les plus faibles, ou est-ce que je veux un pays de droits pour tous, organisé sur l'égalité et le respect de chacun ?

La violence de l'Etat se nourrit du silence et de la passivité générale. Il faut rompre avec l'attentisme, le mouvementisme, et bien voir qu'Aubry et la gauche sont d'accord sur le fond de la politique étatique (immigration, sécurité, identité nationale). Leur désaccord porte juste sur l'application : plus ou moins violente, plus ou moins légaliste. Il faut compter sur soi, décider pour soi, prendre personnellement position, oser s'engager dans la durée, sur des principes communs, des principes pour tous, et les faire vivre, dès maintenant, dans les situations concrètes.

3) Il ne s'agit plus d'être contre : il faut réfléchir à ce dont le pays a besoin, ce dont les gens ont besoin pour pouvoir y vivre en paix, et cesser de raisonner comme l'Etat, en termes de catégories, de privilèges, de tri, de peur de l'autre. Ce dont l'Etat a besoin (ordre, sécurité, identité, police forte) ce n'est pas ce dont le pays a besoin ! Nous proposons de partir du réel des situations, du réel de la vie des gens pour énoncer et mettre en place un pays pour tous, avec les gens tels qu'ils sont.

Aux gens qui veulent la paix, le respect et l'égalité à dire ce qu'ils veulent : Il faut se mêler, se rencontrer, s'organiser sur les principes pour tous, les affirmer et les soumettre à la réflexion des autres, voir ensemble comment s'appuyer sur ces principes pour intervenir dans les situations.

C'est notre façon de faire, c'est ce que nous vous proposons, en vous appuyant sur les principes que nous avons déjà pu dégager, et quelques points d'application concrète sur lesquels nous travaillons :

- Il faut le respect, il faut l'égalité .
- Chaque habitant du pays compte autant qu'un autre. Les habitants des quartiers populaires, les pauvres, les malades, les étrangers avec ou sans-papiers, sont du pays.
- La police doit protéger les gens et non les persécuter. La PAF doit rester aux frontières, et cesser de traquer les ouvriers sans papiers et leurs familles au travail, dans la rue, chez eux.
- La police et la gendarmerie n'ont pas à avoir le droit de vie et de mort sur les gens !
- Les lois doivent dire le droit et non le supprimer : Abrogation de toutes les lois et mesures d'exception.
- Abrogation du CESEDA, et régularisation de tous ceux qui vivent, travaillent, étudient ici !
- Les jeunes sont l'avenir du pays. Il faut se soucier d'eux, de leur éducation, avenir... C'est l'affaire des adultes.

Participez à leur mise en oeuvre, lors d'interventions, de rencontres, de réunions :

Vendredi 19 novembre, 10h, au marché de La Faourette (métro Bagatelle) ;

Dimanche 21 Novembre, 11h, marché Saint-Sernin ;

Vendredi 26 Novembre, 17h30, LeaderPrice de Bagatelle.

Samedi 4 Décembre, 15h : Rassemblement-Débat Place du Capitole.

Le Rassemblement du Pays pour tous